50e ANNÉE (5e SÉRIE) N° 21 25 MAI 1933

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les Jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Prélat de la Maison de Sa Sainteté
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. Comment s'est préparée la crise économique actuelle, selon Lucien Romier. — Le capitalisme d'épargne et le capitalisme de spéculation. — II. Le capitalisme de spéculation à l'œuvre depuis la guerre. — Ses méfaits. — III. Comment s'est produite la catastrophe. — Imprévoyance du capitalisme, surtout dans le domaine de l'agriculture industrialisée. — IV. Le bolchévisme intellectuel au pays slave. — V. Les adhésions qu'il rencontre en France. — VI. L'opportunité de la célébration du XIXe Centenaire de la Rédemption, étant donnés les graves problèmes de l'heure.

I

Il est clair, pour tout observateur réfléchi, que l'humanité traverse une période décisive de son évolution. Nous parlons constamment de la « crise » ; nous en entendons parler autour de nous. Il s'agit de voir plus profond au cœur de ce phénomène, si nous voulons arriver à en extraire la part de divin qu'il comporte. Nous partons de ce principe que c'est Dieu qui dirige tous les événements, qu'ils ont tous un sens, qu'en tous il y a un appel pour notre action sacerdotale et que l'essentiel, dès lors, est de les bien connaître, pour bien en profiter.

Justement, un économiste des plus éminents et qui n'est point suspect de spéciale tendresse pour le catholicisme, M. Lucien Romier, dont nous avons eu maintes fois à invoquer l'autorité, vient de traiter le sujet qui nous intéresse, en une série d'articles de la *Revue des Deux Mondes*, à partir du no du 15 février. Son point de vue, certes, n'est pas le nôtre. Il n'en sera que plus intéressant de relever dans son exposé les amorces les plus marquées à une révaluation des forces morales au sein de l'humanité.

Ses articles sont intitulés : *La disgrâce du Capitalisme*. Ils constituent une analyse aussi pénétrante que possible des causes du malaise dans lequel se trouve actuellement plongée la civilisation trop matérialisée qui est la nôtre.

Lucien Romier distingue deux sortes de capitalisme, et cette distinction est nécessaire pour l'intelligence de son exposé : il y eut le *capitalisme d'épargne* et le *capitalisme de spéculation*. Avant 1914, c'est le capitalisme d'épargne qui domine dans le monde. Depuis la guerre, le second est en voie de le supplanter. L'un et l'autre sont responsables, chacun à sa façon, de la catastrophe qui frappe en ce moment l'humanité. Il y a eu passage insensible et logique de l'un à l'autre.

Le capitalisme d'épargne est celui qui était fondé sur la richesse acquise au moyen du travail et de l'épargne. Il gardait une empreinte morale, du fait de ses origines : rien n'est plus moral en soi, en effet, que le travail et l'épargne. Il était caractérisé par la « prédominance des capitaux personnels et familiaux » sur « les capitaux anonymes et collectifs. » Un homme avait travaillé ; il avait économisé et mis de côté un petit capital. Il avait tenté de le faire fructifier dans une entreprise rendue possible à la fois par le progrès de la technique, le développement du machinisme, l'essor du commerce et la soif du bien-être ; la structure de la société l'avait aidé dans son entreprise ; il avait réussi à « faire fortune. » Il était le type du « bourgeois » moderne, très entiché de science, de liberté politique, de progrès matériel, très confiant dans l'avenir du système dont il faisait partie et où son effort s'était inséré avec un succès qui le gonflait d'orgueil. Il ne s'apercevait pas, malheureusement, que son triomphe temporel était conditionné, sans qu'il s'en doutât, par une armature morale et spirituelle de la société. Il bénéficiait de cette structure, même en la trahissant trop souvent pour son compte personnel et en se soustrayant aux obligations qu'elle lui imposait. Cet homme qui n'avait compris le sens de l'effort, de la persévérance, du sacrifice, de l'économie, que par suite d'une longue formation chrétienne, finissait par attribuer tout le mérite de ses victoires sur la matière à sa propre valeur, à son savoir, à son énergie et diviniser sa propre personne. Ne voyant pas d'où lui venait son goût de l' « effort vital, » il s'estimait supérieur par ce goût même, avant de l'appliquer à un cas pratique. Mais il gardait de la morale traditionnelle les notions les plus précieuses pour la continuation de son activité. De là ces morales sans Dieu, ces morales laïques, qui sur certains points ressemblent si étrangement à la morale catholique dépouillée de son haut idéal et de ses divines aspirations vers l'infini.

Ce capitalisme d'autrefois avait donc encore sa discipline et sa force. Il partait de quelque chose de solide et de réel : l'épargne acquise. Il mettait en œuvre les initiatives individuelles. « Chaque entreprise, chaque fortune obéissait à une gestion

relativement libre, avec des chances et des responsabilités qui n'engageaient guère le sort des autres entreprises et des autres fortunes. »

Le frein du système était précisément ce sens personnel de la responsabilité et des risques encourus dans l'entreprise. Le grave inconvénient de ce régime était l'individualisme outrancier, la tendance à croire que si le travail et l'épargne enrichissent, la pauvreté est la sanction naturelle et nécessaire du paresseux et du dissipateur et ne mérite qu'une pitié distante et méfiante. C'était surtout la primauté donnée au succès, à la fortune, à l'énergie personnelle, au talent, plus qu'à la valeur morale et religieuse. Il y avait, dans ce capitalisme engendré par les vertus chrétiennes, un matérialisme latent. Après avoir travaillé pour faire la volonté de Dieu et pour gagner le paradis, on en était venu à travailler pour s'enrichir et pour enrichir les siens.

Certes, il existait, dans l'Europe d'avant 1914, des groupements de capitaux, des syndicats de banquiers, des coalitions d'industriels et de commerçants, des sociétés anonymes, de vastes entreprises dont l'ampleur rendait nécessaire la solidarité de l'intérêt privé et de l'intérêt public, telle que celle des chemins de fer, pour ne parler que de celle-là. Mais, en dépit de l'essor prodigieux des richesses et des activités, dans notre monde moderne, c'était l'individualisme qui demeurait prédominant, c'était le chef d'industrie privée, de banque ou de commerce, qui demeurait le maître de l'évolution économique.

Le principal avantage de cet individualisme était d'assurer une extrême souplesse au système de la production et d'obliger les producteurs à une constante modération. « L'industriel ou le commerçant mettait en jeu son propre argent, celui de ses parents et de ses proches, ou celui de bailleurs de fonds qui le connaissaient et qu'il connaissait, — de l'argent déjà gagné, autrement dit de l'épargne réelle, dont il se sentait personnellement responsable. Cette responsabilité personnelle n'eût-elle qu'une sanction morale ou sociale, le retenait dans ses initiatives. Il savait que le capital dont il disposait était limité ; il savait aussi qu'il serait le premier à souffrir, et le plus durement, de sa perte. D'où une certaine timidité de l'esprit d'entreprise, mais en même temps une infinie variété des entreprises, puisque chacune traduisait des chances et des capacités particulières. »

En principe, — les exceptions n'apparaissant que chez les fournisseurs des Etats, des services publics et des armées, — le capital évitait de s'investir en de trop vastes outillages, qu'il faut trop de temps pour amortir et qui s'opposent, par leur rigidité même, à la marche du progrès. Il n'y avait de très grandes usines que pour répondre aux commandes régulières et assurées des gouvernements ou des grands services publics. Regardez en France : à part les Aciéries de la marine, les fonderies de canons, les constructions de navires, les chemins de fer, les fabrications d'armes, il n'existe à peu près pas de très grandes industries exigeant l'emploi régulier et systématique de capitaux impersonnels divisés en une infinité de petites tranches appelées « actions au porteur, » et destinées à changer de main constamment. Il y a, au contraire, une armée de moyennes ou petites entreprises, qui dépendent essentiellement d'un homme qui fait marcher, à lui seul, par son activité, sa ténacité, son esprit d'ordre, toute son « affaire. » Cet homme se considère comme si bien engagé d'honneur dans le bon fonctionnement de son entreprise que, s'il échoue, il se regarde comme déshonoré et souvent ne peut survivre à son désespoir. Le cas de suicide d'un chef d'entreprise malheureux en affaires est extrêmement fréquent. C'était là de toute évidence un préjugé à base d'orgueil, mais ce préjugé même est très suggestif : il dénote une mentalité, il dévoile toute une psychologie.

Au surplus, en cas d'échec, les conséquences fâcheuses étaient étroitement limitées à un homme, à une famille, à quelques familles tout au plus. Et en cas de succès, l'individualisme des capitaux favorisait l'émulation sous la forme de recherches ingénieuses, pour la qualité et pour le prix des marchandises. C'était le public qui bénéficiait de ces trouvailles particulières de chacun des concurrents de l'industrie.

Lucien Romier accuse dans ce système divers inconvénients, dans l'ordre économique, comme dans l'ordre social. « C'était d'abord, dit-il, la lenteur de l'évolution collective, du fait que le progrès, au lieu d'obéir à des prévisions coordonnées sur de vastes plans, répondait à une foule d'impulsions particulières, fractionnées et souvent incohérentes. C'était ensuite l'excès de stabilité des moyens d'existence, et par conséquent la limitation des chances de vie ou de fortune pour la masse humaine en rapide croissance : d'où l'expansion coloniale de l'Europe, puis le malaise social, enfin le fléchissement de la natalité dans les vieux pays. »

On pourrait certainement présenter ce tableau sous un autre jour. Le capitalisme d'épargne était à base d'individualisme ; il gardait de ce caractère un aspect un peu égoïste. La vie devenait une concurrence effrénée ; chacun devait y courir sa chance sans souci du voisin. Les habiles réussissaient ; les faibles restaient au bord de la route. La colonisation ne fut pas seulement le fruit de l'excès de natalité, mais le résultat du besoin de trouver de nouveaux débouchés, de nouvelles tranches de clientèle, combiné avec la curiosité géographique, le goût des aventures, la soif d'apostolat religieux. Sans doute, il était nécessaire aussi d'avoir des excédents de population pour coloniser ; mais ce ne sont pas ces excédents qui ont été la cause initiale de la colonisation même. L'Europe n'avait pas fini son propre aménagement quand elle a commencé à coloniser. Cependant la colonisation n'est vraiment devenue

intensive que lorsque les grands Etats européens ont eu besoin de terrains de peuplement pour recevoir les sujets que la métropole avait peine désormais à occuper et à nourrir.

Si nous nous plaçons au point de vue spirituel, c'est-à-dire catholique, il est clair que le capitalisme d'épargne a eu comme résultat une sorte de griserie du progrès matériel, un oubli progressif des valeurs religieuses, une déplorable déchristianisation des masses ouvrières, l'obsession du bien-être matériel, le préjugé laïciste, la naissance du socialisme et du communisme, qui ne sont autre chose que la religion de la matière, la religion du progrès (!), la religion de ceux qui n'en ont plus.

II

M. Lucien Romier considère les choses sous un angle un peu différent. Il voit dans le capitalisme de spéculation, qu'il incrimine de la catastrophe économique actuelle, la conséquence et la punition du capitalisme d'épargne.

« A vrai dire, écrit-il, cette civilisation n'était équilibrée qu'en apparence. Elle ne tenait pas compte de l'accroissement inouï du nombre des êtres humains. Elle n'avait pas prévu que l'accroissement rapide de la population humaine, et d'abord de la population européenne, créerait dans la société un surplus également croissant de gens à qui la stabilité sociale apparaîtrait, non comme une garantie, mais comme un empêchement à l'éclosion de leurs chances individuelles. Elle était assez souple pour absorber à petites doses les surplus de population ; elle n'était pas organisée pour les absorber à doses massives. Ce sont les surplus de population qui, indirectement, ont provoqué l'orientation nouvelle du capitalisme, et qui commandent sa destinée future. Ce sont les surplus de la population européenne qui, émigrant dans les pays d'outre-mer, y ont créé une forme, non plus individuelle, mais collective du capitalisme, et rompu l'équilibre de l'activité universelle. Ce sont les surplus de la population européenne qui, en Europe même, ont peu à peu refoulé le capitalisme individuel au profit du capitalisme collectif, et ouvert la voie de plus en plus large au socialisme, socialisme parlementaire ou socialisme dictatorial. »

Seulement, M. Romier s'aperçoit bien qu'il ne touche qu'à la cause extérieure. Les surplus de population n'étaient dangereux que si l'élite de la société capitaliste, par excès d'individualisme et de libéralisme athée, refusait de s'occuper moralement et religieusement, aussi bien que socialement et temporellement, de la classe pauvre, et si elle laissait se développer au sein des masses populaires ce levain de colère, d'aigreur, d'envie, d'appétit de jouissances terrestres qui sont à la base du socialisme révolutionnaire.

Quoi qu'il en soit, on peut tenir pour certain que c'est le capitalisme des pays neufs qui a ruiné par la base le capitalisme des pays de vieille civilisation. Comment cela ? C'est ce que Lucien Romier explique très clairement : — « Un pays neuf, dit-il, par définition, n'a pas d'épargne. Il faut y importer ou, comme on dit, y « investir » des capitaux de l'extérieur, pour fonder les premières installations et ensuite les développer. Ainsi, tandis que le capitalisme des vieux pays s'appuie sur la richesse acquise, le capitalisme des pays neufs procède, dès l'origine, d'une spéculation, et suppose par conséquent l'espoir de gains rapides. Au lieu de refléter le passé, la société est projetée vers l'avenir. »

Au début, l'exportation des capitaux a suivi celle des hommes. Chaque immigrant apportait son petit pécule, ou il était affilié à une compagnie qui savait à quoi elle le destinait et finançait les entreprises auxquelles il devait coopérer. Le capitalisme des pays neufs, à cette première période, n'était donc que le prolongement du capitalisme d'épargne des pays vieux.

« Mais, depuis cinquante ans, répondant d'une part à l'affluence des multitudes nouvelles d'immigrants, d'autre part aux spéculations d'entreprises européennes en quête de placements fructueux, de sources de matières premières ou de débouchés pour leurs produits fabriqués, la mise en valeur des pays d'outre-mer a été l'œuvre beaucoup moins de capitaux d'importation individuelle que de capitaux bancaires, concentrés et anonymes dès leur entrée en action. Ainsi, presque tout l'aménagement économique des territoires hors d'Europe, dont l'exploitation ne remonte pas à plus d'un demi-siècle, repose sur des formules de crédit spéculatif ou d'enjeu préalable, conçues dans le cadre d'opérations bancaires et pour le profit d'un capitalisme impersonnel. C'est dire que des préoccupations de nature financière devaient dominer là non seulement les méthodes de production et de vente, mais même l'évolution sociale. »

Ce dernier point est important. Il revient à dire que les conséquences sociales du capitalisme de spéculation sont toutes différentes de celles du capitalisme d'épargne. En d'autre terme, la « mentalité » des capitalistes qui spéculent est tout autre que celle du capitaliste qui est nanti d'une richesse acquise, nommée épargne.

La France est le type le plus notable du capitalisme d'épargne. Le capitaliste y est poursuivi par deux idées obsédantes : la recherche du placement stable et la crainte du risque. Dans les pays neufs, au contraire, c'est dans le risque que se trouve toute la chance du capitaliste. Le bénéfice éventuel est d'ailleurs calculé sur ce risque même. Le réflexe naturel du capitaliste consistera donc à accélérer le jeu, pour dégager au plus tôt la première mise et le premier bénéfice qui deviendra une mise nouvelle. En retardant le jeu, on court le danger de tout perdre, on rendrait insupportable la charge des capitaux empruntés, puisqu'ils ne peuvent être rémunérés que par le jeu.

Représentons-nous un pays neuf : l'Amérique d'il y a cinquante ans, par exemple. On y dispose de l'espace, on y voit arriver les immigrants en foule, les ressources naturelles y abondent ; l'équipement même du pays sera l'occasion d'une for-

midable activité. Mais on fait entrer dans les plans de cet équipement, pour lequel on prend modèle, naturellement, sur les pays les plus perfectionnés de l'ancienne civilisation, non seulement les besoins immédiats, mais aussi les besoins futurs. Ces besoins futurs, le capital de spéculation a hâte de les provoquer pour les exploiter. Dès lors, les avances de crédits et les constructions d'outillage précèdent la venue des immigrants, forcent la naissance des villes et déterminent les marchés. « Ce n'est plus, comme dans la vieille Europe d'autrefois, la société humaine qui élabore son cadre, c'est le cadre matériel, conçu pour une spéculation de capitalisme impersonnel, qui impose sa contrainte et son *standard* à la société humaine en formation. »

Cela, on l'a vu aux Etats-Unis. On l'a vu aussi dans tous les pays neufs.

Bien avant la guerre, le capitalisme d'outre-mer s'était fait remarquer par ses allures accélérées et violentes, par son instabilité et ses crises fréquentes. Depuis longtemps, le capital de spéculation se montrait enclin à construire trop vite, trop grand, trop à la légère. Mais la vieille Europe gardait la prépondérance économique. Elle perdait de l'argent, elle en gagnait aussi, dans ses investissements d'outre-mer, où elle continuait à expédier et des hommes et de l'argent. Les crises étaient en quelque sorte à la surface du système et ne l'atteignaient pas dans ses forces vives. La guerre et ses suites ont interverti les rôles et provoqué le déséquilibre formidable que nous appelons « la crise ».

L'Europe a épuisé ses réserves d'épargne dans la guerre. Elle a dû faire appel aux pays neufs pour en tirer les moyens de continuer la lutte jusqu'à l'écrasement d'un des deux partis adverses. Le capitalisme spéculatif a connu les jours les plus brillants qu'il lui eût été donné de vivre. Les pays neufs montèrent un prodigieux outillage pour subvenir aux demandes des Européens acharnés à la lutte. Cet outillage est resté sur pied, la guerre finie ; il a fallu l'employer. Il est devenu un outillage de concurrence pour celui que l'Europe essayait de reconstituer après ses malheurs. L'Europe a dû faire appel à son tour aux capitaux des pays neufs et notamment de l'Amérique, devenue la grande créancière du monde civilisé. Les pays qui avaient fait la guerre se sont laissé séduire par le mirage des grandes entreprises économiques. On a vu, en Allemagne surtout et dans la Russie bolchévisée, se déployer les mêmes plans de vastes constructions dont l'Amérique avait eu le monopole jusque-là. Or, dans le temps que l'on se préparait à jeter sur le marché une quantité accrue de produits usinés de toute nature, la clientèle, au lieu de s'élargir, se dérobait. D'une part, d'immenses pays qui étaient acheteurs jusqu'ici se fermaient aux exportations européennes, comme la Chine et l'Inde anglaise, pour diverses raisons que tout le monde connaît ou devine. D'autres s'étaient outillés pendant la guerre ou depuis la guerre et faisaient désormais concurrence aux pays industriels, en particulier la Russie, l'Afrique du Sud et, dans de moindres proportions, beaucoup d'autres pays.

Bref, nous sommes arrivés à une sorte d'impasse, dont il est malaisé de voir comment l'on sortira.

Les banques ont eu, en tout ceci, une grande part de responsabilité. Jadis, on parlait peu d'elles ; leur genre de commerce exige, du reste, une certaine discrétion. Elles sont devenues, depuis la guerre, l'un des agents les plus actifs de l'accélération du rythme de la production et, par suite, du désordre économique.

Les banques avaient joué au cours de la guerre un rôle énorme ; elles avaient mobilisé l'épargne au profit des Etats belligérants ; elles avaient placé les grands emprunts d'Etat. Elles avaient reçu le Pactole formidable des « bénéfices de guerre, » en ce sens que l'argent mobilisé par elles, au profit des Etats, avait été versé, en échange de fournitures de guerre, à un nombre restreint de personnes, qui se sont trouvées détentrices, au lendemain de la guerre, de sommes parfois énormes. Il y eut les « enrichis de la guerre » ; les banques ont eu à diriger leurs placements. Elles ont été sollicitées par les grands chefs d'industrie ; elles se sont prêtées aisément à ces appels. Les banques ont fourni de l'argent en masse et sans contrôle suffisant. L'occasion semblait favorable : la guerre avait beaucoup détruit, elle avait provoqué l'éclosion d'un grand nombre d'usines, au lendemain de la lutte il y avait un vide à combler. On sembla croire que ce vide serait sans bornes ; les premiers arrivés réalisèrent d'alléchants bénéfices.

« Enfin, l'esprit de spéculation, favorisé d'abord par l'irrégularité des approvisionnements et des échanges, puis surexcité par le désordre des monnaies et des prix, se servit des moyens techniques qu'il trouvait dans les banques. La clientèle de spéculateurs devint si nombreuse qu'elle fit naître des banques de tout ordre, à tout propos et partout. En même temps, les titres représentant les capitaux de l'industrie et du commerce étaient l'objet de mouvements de Bourse de plus en plus vastes, sans égard à d'autre intérêt que celui des « différences » de mouvement. Certaines banques s'habituèrent bientôt à regarder toute affaire comme un prétexte ou une occasion à « placer » du papier, spéculant à longueur de journées sur la hausse et la baisse des titres. » Des affaires comme celle de Mme Hanau sont singulièrement suggestives. Elle n'est en grand que le prototype d'une multitude de petits scandales du même genre.

Qu'est-ce qui manquait donc, au milieu de cette frénésie, pour éviter la catastrophe? Lucien Romier le voit fort bien et il ose le dire : — « L'élan, écrit-il, ne pouvait durer, sans aboutir à une chute, que moyennant deux conditions impérieuses : une condition de mesure dans son développement, et une condition d'utilité sociale dans son objet. Ces

deux conditions impliquaient une prévoyance supérieure, disons le mot : une morale, qui ne pouvait pas se trouver dans la seule loi du gain. Livrée à elle-même, la loi du gain suit l'entraînement des calculs bornés et des chances de rencontre sur la pente de l'égoïsme désordonné. »

On ne saurait indiquer d'une façon plus sérieuse et plus précise que l'économie dite *libérale,* fondée sur la seule loi de l'offre et de la demande, ne saurait se suffire à elle-même et qu'elle conduit nécessairement à l'abîme.

IL FAUT UNE MORALE à l'économie politique pour qu'elle soit stable et bienfaisante. Ah! si les hommes qui ont la responsabilité de la direction des peuples pouvaient se pénétrer de cette vérité essentielle, combien de choses iraient mieux ou pourraient être redressées, surtout s'ils en venaient à comprendre cette seconde vérité complémentaire de la première : IL N'Y A PAS DE MORALE SANS RELIGION !

Faute d'avoir compris ou retenu ces deux vérités primordiales, l'économie capitaliste s'est précipitée, pour ainsi dire, tête baissée, vers sa propre ruine.

Le rôle des banques a été néfaste, en ce sens qu'elles ont pratiqué l'inflation du crédit, en cherchant à recommander, sans contrôle suffisant et sans compétence pour exercer ce contrôle, toutes sortes d'affaires qui n'étaient pas viables. Les banques en sont venues à assumer « un volume de risques industriels, commerciaux et même agricoles, qui étaient étrangers à la fonction bancaire. » — « En sens inverse, les gérants de l'industrie et du commerce, ayant à employer, non plus des capitaux individuels et limités, mais des capitaux anonymes qui, par le jeu du crédit, semblaient indéfiniment extensibles, prirent à la légère les risques financiers qu'ils s'en remettaient aux banquiers du soin d'apprécier. De sorte que les uns et les autres, bailleurs et emprunteurs de capitaux, échangeaient des risques qui, faute d'un contrôle de compétence commun, d'ailleurs impossible à établir efficacement, se multipliaient au lieu de se neutraliser. »

Il y eut donc des abus formidables sur le dos du public bénévole qui déposait son argent dans les banques. Les prêteurs anonymes ignoraient tout des entreprises dans lesquelles leur argent était engagé; on les alléchait par l'appât des hauts revenus ou des « différences » sensationnelles; la société entière se trouva saisie par la fièvre de l'agiotage. L'autorité patronale elle-même, dans la gérance des entreprises, céda le pas aux calculs des ingénieurs qui conspiraient, sans le savoir et sans le vouloir, avec les banquiers pour voir et faire grand. « La collaboration du banquier et de l'ingénieur, en l'absence d'un vrai patron, économe de ses deniers et de ses chances, devait aboutir au gigantisme industriel : le banquier étant rémunéré en proportion de ses prêts, l'ingénieur en proportion de ses constructions. Ainsi furent immobilisés des capitaux énormes dans des outillages démesurés. Ces outillages, rigides par leur ampleur, solidaires de la marche d'autres activités, du fait même de leur spécialisation et du fait aussi qu'ils dépendaient d' « un cycle d'engagements financiers, étaient impossibles à amortir sinon par une production massive, laquelle devrait non seulement rémunérer l'exploitation, mais rembourser les capitaux d'origine et la somme indéfinie des courtages sur livraison de matériaux. Par là on voit comment le « potentiel » de la production, d'abord accru pour répondre aux besoins exceptionnels de la guerre, continua de croître ensuite, sous la poussée du capital de spéculation, devenu maître de l'économie générale, et dans le cadre de calculs purement financiers. »

Ainsi, l'homme qui avait construit la machine est devenu l'esclave et la victime de son œuvre!

III

Il y a pourtant une chose qui demeure mystérieuse dans la crise actuelle.

Tout le monde nous dit : « La crise vient de la *surproduction :* on a vu trop grand, construit trop d'usines, doté ces usines d'outillages trop vastes, qu'il a fallu faire marcher à plein pour les payer et les faire rapporter. » Bon. Cela se comprend et cela est simple et clair. Mais ce qui n'est ni simple ni clair, c'est que cette « surproduction » n'ait pas abouti à mettre à la disposition des consommateurs une quantité accrue de marchandises à des prix tellement bas que la consommation, bon gré mal gré, finît par absorber toute cette production.

Représentons-nous en effet le schema idéal du système général du machinisme industriel : l'homme construit des machines en nombre toujours plus grand; ces machines produisent toujours davantage (on sacrifie la qualité à la quantité, c'est entendu, mais enfin la quantité est là) ; on doit donc aboutir à jeter sur le marché des produits toujours plus nombreux pour un prix toujours plus bas, en sorte que l'homme le plus pauvre en vienne à pouvoir s'offrir toujours davantage de richesses consommables pour une somme toujours plus petite de signes monétaires. A la limite, tous les humains sont dotés des avantages de la fortune. La machine aboutit à enrichir tout le monde en ce sens qu'elle permet à toutes les bourses de se payer le confort et presque le luxe !

Cela c'est la théorie, et cette théorie, nous la verrons reprise dans ce que nous appellerons tout à l'heure, avec le P. du Passage, « le bolchévisme intellectuel. » Cette théorie est celle du « paradis sur terre, » remplaçant le « paradis céleste » promis par la foi chrétienne à ses croyants et à tous les hommes de bonne foi et de bonne volonté.

Or cette théorie se trouve démentie par les faits de la façon la plus éclatante. Les prix auraient dû baisser, jusqu'à devenir accessibles à tous, en se

rapprochant constamment de zéro. Mais ce n'est pas ce qui est arrivé :

« Quand on observe la courbe des indices généraux des prix de gros en Europe et en Amérique, depuis une soixantaine d'années, on constate ceci : dans la première phase d'industrialisation intensive, jusque vers la fin du XIXe siècle, les prix eurent tendance à baisser (le point le plus bas fut en 1896) ; puis, de 1900 à 1914, les prix arrivèrent à une relative stabilité ; ensuite, les besoins et les troubles résultant de la guerre les firent bondir à un niveau plus que double du niveau antérieur ; enfin, de 1921 à 1929, c'est-à-dire dans la phase qui précéda la « surproduction » et la « crise », les prix restèrent supérieurs de plus d'un tiers aux prix de 1913... La comparaison des prix de détail, si elle était possible, nous apporterait un témoignage encore plus probant. Le témoignage des prix de gros, bien qu'il soit trop sommaire, suffit du moins à nous montrer que le nouveau capitalisme n'a pas réalisé la première condition de son équilibre : loin d'avoir fait baisser les prix, il les a fait monter jusqu'à la rupture, autrement dit jusqu'au krach de 1929. »

Or, on a calculé que le volume des objets produits avait augmenté de 50 % au moins, tandis que les prix augmentaient de 33 % ! Comment s'étonner que l'équilibre ait été rompu ? L'augmentation des prix aboutissait à rétrécir la clientèle alors qu'il fallait nécessairement l'élargir ! La seule chose qui étonne, dès lors, ce n'est pas qu'une crise ait éclaté, mais bien qu'elle ait mis tant de temps à se déclarer. Ce qui a retardé la catastrophe, ce sont les secours qui du dehors, par la politique et l'intervention des Etats, sont venus en aide au système désaxé. La production fut favorisée jusqu'à 1925 par l'appel des vides creusés par la guerre, et depuis 1925 l'inflation des crédits soutint l'édifice économique déjà chancelant.

Mais comment et pourquoi les prix n'ont-ils pas baissé ? Pourquoi le capitalisme a-t-il méconnu cette vérité élémentaire qu'il lui fallait, pour trouver davantage de consommateurs afin de répondre à une production toujours croissante, offrir à la consommation ses produits à un prix toujours plus accessible aux bourses les plus humbles ? La faute n'en est pas au machinisme, qui a réellement diminué le coût réel de la production en augmentant l'abondance des marchandises. La faute en est à ceux qui ont retenu le gain que ce fonctionnement du machinisme devait normalement assurer. Qu'est devenu ce gain ?

Au début, c'est-à-dire immédiatement après la guerre, les producteurs profitèrent de la demande accrue pour enchérir l'offre, c'est-à-dire pour élever les prix en retenant pour eux tout le bénéfice. Les meilleurs d'entre eux admirent leurs ouvriers au partage du gain par une élévation des salaires, en calculant que les hauts salaires favoriseraient encore la demande, puisque leurs ouvriers bien payés seraient en état de s'offrir davantage de produits de consommation. Mais la plupart répugnèrent à étendre ce gain issu du machinisme jusqu'au consommateur lui-même, en abaissant les prix de vente. De la sorte la consommation, au lieu de grandir, devait tendre à diminuer. L'industrie manquait gravement de prévoyance ; elle créait autour d'elle le renom dangereux d'un enrichissement facile ; elle était conduite à « investir » les bénéfices réalisés aussi aisément en des affaires superflues, en des usines démesurées, en des spéculations en Bourse. La poursuite matérialiste du gain immédiat a donc préparé la ruine prochaine !

Mais ce n'est pas tout. L'accroissement du machinisme conduisait, en même temps que la rationalisation, à une diminution du nombre des ouvriers utilisés pour la fabrication d'un volume donné de marchandises. Le premier mouvement des hommes que l'industrie n'employait plus était nécessairement de refluer sur les organismes de distribution. En d'autres termes, le commerce, — dont c'est la fonction de répartir ou de distribuer les marchandises produites par l'industrie, — recueillit d'abord le surplus du personnel que l'industrie n'employait plus. Du moment que la quantité de marchandises produites augmentait, il était naturel que les distributeurs fussent plus nombreux. Mais le commerce ne consiste pas seulement dans la distribution ; il comporte aussi une foule d'autres opérations connexes, notamment la publicité, les commissions, les courtages, les voyages de placiers. Or, plus la fabrication devient abondante, plus il devient nécessaire pour le fabricant de recourir à la puissance de la « réclame » ou à l'habileté des « voyageurs de commerce », pour placer sa marchandise. Les frais de publicité de toute nature finissent par absorber la majeure partie du gain réalisé par la diminution du coût de la production. C'est pourquoi, — les impôts aidant, — la vie ne cesse de devenir plus chère et la puissance d'achat des individus moindre.

Voulez-vous des précisions ? « Les statisticiens américains ont calculé, sur des moyennes universelles, que les frais de distribution d'un produit, y compris le transport, les manipulations intermédiaires, la publicité, les commissions et courtages, l'exposition et la vente, représentent plus de la moitié du prix qui est demandé au consommateur. Ces frais de distribution ont à peu près doublé depuis trente ans, et un revendeur sert, en moyenne, aujourd'hui, un nombre de clients de moitié moindre qu'autrefois. Ainsi, tandis que le coût de la production a été systématiquement réduit par le machinisme, on a laissé augmenter sans mesure le coût de la distribution. D'un côté, progrès ; de l'autre, régression, du moins quant à l'économie. »

Pouvait-on éviter cet accroissement du nombre des commerçants ? C'est peu probable. On avait commencé par arracher de la campagne une grande quantité de gens qui vivaient de l'agriculture. Ils avaient goûté de la ville, ils y trouvaient une existence plus agréable et plus lucrative, ils ne pouvaient songer à retourner à la campagne. Groupés dans les centres urbains, tous ces commerçants y possédaient une influence politique

dont ils se servaient pour maintenir à tout prix leur position. Au surplus, les Etats trouvaient plus commode de se servir des commerçants comme collecteurs d'impôts, au moyen du fameux « chiffre d'affaires ». De ce chef, la situation du commerçant était politiquement rendue très solide. Mais la masse accrue des commerçants avait à tirer sa subsistance du total des marchandises qui passait entre ses mains. Ainsi le consommateur paie une majoration de prix qui représente moins le bénéfice exagéré de tel ou tel commerçant, comme il se l'imagine parfois, que les frais d'entretien d'un surnombre énorme de commerçants et l'amortissement du coût excessif des fonds de commerce qui en résulte.

La production de masse, en tendant d'une part à réduire le prix des marchandises, en même temps du reste que sa qualité, aboutissait d'autre part à faire monter ce même prix, en influençant doublement l'accroissement du nombre des intermédiaires. *Doublement*, disons-nous, parce que l'industrie perfectionnée refoulait une partie du personnel fabricant vers les emplois de revendeurs ou de commerçants, et aussi parce que la « standardisation » des produits, — nom barbare pour indiquer leur uniformité et leur infériorité qualitative, — avait pour effet de rendre le métier de revendeur plus aisé, en tant que n'exigeant qu'un minimum de connaissances préalables et de compétence technique, puisque toutes les marchandises se ressemblent et sont réduites pour ainsi dire au même dénominateur. « Le revendeur d'aujourd'hui livre au public des produits « standardisés », empaquetés, marqués, garantis et tarifés d'avance par le fabricant, semblables aux produits de la même marque et par conséquent dont lui, revendeur, n'a pas à connaître techniquement. Un pharmacien de notre temps pourrait à la rigueur se dispenser d'apprendre la chimie, comme s'en dispense le coiffeur ou le droguiste qui vend les mêmes marques d'eau de Cologne et de dentifrice. »

A cette facilité du métier de revendeur, il convient d'ajouter son faible risque. L'industriel a d'énormes immobilisations ; le commerçant n'est souvent qu'un dépositaire qui n'a aucun fonds de roulement, aucune charge réelle de capital. Or, les producteurs, loin de mettre obstacle à la multiplication des intermédiaires, l'ont favorisée, non point par une complaisance spéciale pour le commerce, mais parce que la production de masse, en raison de son caractère même, et pour vaincre la concurrence des produits similaires, a besoin d'un nombre accru de distributeurs. Le produit n'étant plus soutenu par sa qualité intrinsèque, doit être soutenu du dehors par l'imposante armée des agents de distribution. C'est ce qui explique le caractère de plus en plus tyrannique et onéreux de la publicité. A mesure que la standardisation faisait baisser la qualité au profit de la quantité, il a fallu attirer l'attention du public par une « réclame » plus retentissante, par des épithètes plus redondantes et plus mensongères. La publicité est l'un des traits les plus frappants et les plus décevants de notre civilisation trop matérielle. Elle ne fait pas toujours réussir le produit qu'elle doit lancer ; mais pas un produit, même excellent, que ce soit un costume de bain ou un roman d'aventures, ne peut espérer une grande diffusion sans la publicité.

Tout cela, — à quoi il faut ajouter le poids excessif des impôts provenant de diverses causes : dettes de guerre, politique socialisante de redistribution de la fortune aux masses au moyen des dépenses publiques, etc., — explique pourquoi le capitalisme devait, même au sein du cycle purement industriel, aboutir à une impasse.

Mais c'est surtout dans le domaine de l'agriculture que le nouveau capitalisme a d'abord montré son insuffisance et essuyé ses premiers échecs.

Rappelons-nous que plus des deux tiers de la population humaine vivent, directement ou indirectement, du travail agricole, c'est-à-dire soit de l'agriculture, soit du commerce des produits agricoles. C'est donc l'agriculture qui domine l'économie générale de l'humanité.

Or, l'application de l'industrialisme à l'agriculture a eu pour résultat de faire baisser constamment les prix de gros des denrées agricoles, dans le temps même où les prix des denrées industrielles augmentaient constamment.

C'est que si l'industrie peut, au moyen d'une réclame habile, accélérer le rythme de la consommation des produits qu'elle enfante, l'agriculture ne dispose d'aucun moyen pour accroître le débit des siens. La consommation des produits agricoles ne s'augmente sensiblement que proportionnellement à l'accroissement de la population humaine ; mais si le nombre des humains reste stationnaire, ladite consommation demeure inéluctablement la même. On peut changer plus souvent de vêtement ou d'auto, mais on mange et boit toujours à peu près autant, d'une année à l'autre. En toute hypothèse, les besoins de pain, de vin, de viande, n'ont pas la même élasticité que les besoins beaucoup plus factices auxquels répond l'activité industrielle. L'agriculture atteint donc beaucoup plus vite son point-limite que l'industrie, et quand elle y touche, tout nouvel élan, toute nouvelle poussée du capital de spéculation, au lieu de la faire progresser, précipite sa chute.

C'est sur ce point que l'imprévoyance des spéculateurs a été le plus étrange. Les agriculteurs américains ont usé en grand des crédits que les banques leur offraient. Plus ils ont produit, plus ils ont fait tomber les prix, et moins ils ont été capables de se libérer des emprunts qu'ils avaient assumés. Il y a longtemps que nos paysans ont remarqué que leur bénéfice n'est pas beaucoup plus grand en année d'abondance qu'en année de disette, pourvu que l'une et l'autre soient générales. En année d'abondance, les prix baissent ; en année de disette, ils montent ; le gain final

entre les mains du cultivateur est sensiblement le même, ou du moins ses écarts n'ont pas la distance que l'on pourrait croire. En faisant de l'abondance artificielle, au moyen de l'industrialisation en grand de l'agriculture, les fermiers américains ont pu constater que leurs calculs en vue de gros bénéfices étaient déçus. Voyez les prix moyens du boisseau de blé à Chicago, depuis 1925. A cette date, ce boisseau, soit environ 25 kilos de blé, valait 166 *cents,* c'est-à-dire 8 f. 30 de notre monnaie d'avant-guerre et 41 f. 50 de notre monnaie actuelle. En 1926, le prix tombait à 155 cents, à 137 en 1927, à 131 en 1928, à 123 en 1929.

Des courbes analogues étaient enregistrées pour le riz, le sucre, le café, pour les matières industrielles d'origine végétale ou animale, telles que le coton ou la laine, le caoutchouc, etc.

Et L. Romier passe sous silence en outre les méfaits commis par le capitalisme imprudemment appliqué à l'agriculture, en ce qui concerne l'abaissement de la qualité des produits. Si vos tissus sont de moins bonne qualité, c'est regrettable, mais cela n'intéresse pas sensiblement la santé publique ; mais si le pain, les fruits, les légumes, le vin même subissent une diminution de valeur nutritive, par l'emploi d'engrais qui modifient leur composition chimique, c'est la santé générale, c'est le niveau corporel de l'humanité qui en souffre. Tous ceux qui en ont fait l'expérience savent ce qu'il en coûte de mettre de l'engrais dans son jardin potager pour avoir des légumes de grosseur extraordinaire. Rien ne vaut la bonne nature telle que l'ont connue nos pères !

IV

Mais quels que soient les méfaits du capitalisme dans l'ordre même de la matière, qu'il se piquait de connaître d'une façon si parfaite et où il se promettait de remporter de si beaux triomphes, il a fait encore plus de mal, beaucoup plus de mal dans l'ordre spirituel.

M. Romier a fait de nombreuses allusions à ses lacunes sous ce rapport. Mais il faut chercher ailleurs pour avoir un exposé clair et complet de cet aspect de notre terrible « crise » actuelle.

Deux remarquables articles du R. P. du Passage, dans les *Etudes,* vont nous renseigner. Ces deux articles (20 mars et 5 avril 1933) ont pour titre : *Le Bolchévisme intellectuel.* Ils nous exposent la « philosophie » engendrée par l'ère du capitalisme.

M. Romier nous est témoin que le socialisme révolutionnaire est en effet le fils très incontestable du capitalisme imprévoyant qui s'est développé sous le signe de la loi de l'offre et de la demande.

Le P. du Passage étudie d'abord le bolchévisme au pays slave, où il a atteint, chacun le sait, le maximum de son développement et où il se présente sous son vrai visage.

La philosophie née de l'ère capitaliste a eu pour théoricien Karl Marx. Le dogme fondamental de cette philosophie est le matérialisme historique, dont il a été fait ici-même mainte description. Selon ce matérialisme historique, ce sont les conditions économiques, l'état de l'industrie, du commerce, des transports, de l'agriculture et de l'outillage dont elle dispose, qui expliquent et déterminent à chaque époque toute la structure sociale, la formation des idées, des mœurs, en un mot toute la civilisation correspondante.

Karl Marx en concluait que le système qui a engendré le capitalisme, par une influence irrésistible et fatale, devait de même amener automatiquement le triomphe du socialisme. Le machinisme provoque en effet la concentration des affaires, la croissance du pouvoir capitaliste, la toute-puissance de l'Etat, et il place en regard de tout cela le prolétariat aigri et déçu, qui est le nombre, la force. Il est inévitable que le prolétariat, parvenu à un certain degré de rancune sociale, et n'ayant plus qu'à étendre la main pour saisir les leviers de commande d'une société totalement industrialisée et dominée par la machine, fasse un beau soir le geste que les circonstances lui tracent et qu'il s'empare à la fois du pouvoir et de la source générale de production des richesses dans le monde. La Révolution prolétarienne doit être ainsi le prolongement aisé, heureux, et en quelque sorte la seule issue possible d'un régime qui se sera de lui-même jeté dans une impasse. Le capitalisme industriel, avant d'expirer, aura mis au point un outillage perfectionné dont profiteront ses héritiers et ses vainqueurs, les socialistes révolutionnaires. Les succès économiques de la grande industrie sont donc, dans ce système, la préface nécessaire de la Révolution. Et « le point le plus favorable, pour les bouleversements efficaces, le théâtre idoine pour les changements décisifs seraient aussi, d'après la logique de cette thèse, la région où le capitalisme industriel connaîtrait son paroxysme, où les oppositions qu'il provoque se feraient plus violentes et plus nettes. Les pays de grande concentration ouvrière et capitaliste se trouveraient, par la force du matérialisme historique, les premiers à déclancher la Révolution, à ouvrir la voie aux réalisations marxistes. »

Mais c'est tout le contraire qui est arrivé. Et voilà pourquoi Lénine et ses disciples se considèrent comme des marxistes de progrès qui ont su à temps modifier et prolonger la doctrine du maître, tandis que les pâles réformistes que l'on nomme maintenant socialistes ne sont que de timides élèves qui ont trahi la doctrine à force de vouloir la conserver sans changement. Le bolchévisme intellectuel n'est donc pas le marxisme littéral, c'est le marxisme authentique corrigé et rectifié selon les faits et la leçon qu'ils ont apportée au prolétariat.

« S'il y avait un pays où la préparation de la Révolution semblait retardataire, suivant les diagnostics admis, c'était sans doute la Russie. Chez elle, peu de concentrations industrielles, et d'im-

menses régions agricoles, où les paysans attardés ne formaient qu'une masse incohérente. Le fruit révolutionnaire ne paraissait pas mûr dans les champs slaves. Et cependant Lénine, sur le quai même où il débarquait (en 1917), annonçait qu'il allait passer outre et forcer la maturation grâce à la température des jours surchauffés. »

Il avait creusé le problème de la Révolution ; son successeur Staline nous retrace les étapes de sa pensée.

« — Où commencera la Révolution ? Où, dans quel pays, peut être percé en premier lieu le front du capital ? » Voilà ce qu'il se demande.

« — Là où l'industrie est le plus perfectionnée, où le prolétariat forme la majorité, où la civilisation est le plus avancée, où la démocratie est le plus développée. » Telle est la réponse du marxisme classique. « — Non répond la théorie léninienne. Le front du capitalisme ne sera pas percé nécessairement là où l'industrie est le plus développée : il sera percé là où la chaîne de l'impérialisme est le plus faible... [1] »

Or, en 1917, ce point le plus faible de l'impérialisme était la Russie. Le prolétariat de ce pays, bien que plus débile qu'ailleurs, y avait pour alliée la paysannerie opprimée par les grands propriétaires. Si l'on savait saisir l'heure favorable, profiter du dégoût et de la lassitude provoqués par la guerre, il était évident que le tsarisme ne pourrait opposer à la poussée révolutionnaire une grande résistance. Et cela on pouvait le prévoir depuis longtemps ; la guerre russo-japonaise avait déjà montré la voie. Les pays très démocratiques et très perfectionnés ont, pour garder le capitalisme, une jeunesse bourgeoise qui a encore de la verdeur, de l'élan, du savoir, de l'énergie. Dans un pays pourri, où l'aristocratie seule occupait le haut du pavé, où il n'y avait pas de « classes moyennes » entre la grande richesse et la misère prolétarienne, la Révolution avait bien plus de chances que partout ailleurs. Il est vrai que Marx considérait sa Révolution comme une conclusion heureuse et naturelle, tandis que Lénine a opéré une Révolution violente, hideuse et terrifiante qui est bien mieux faite pour dégoûter l'humanité du communisme et pour en retarder l'avènement dans le monde que pour emballer les hommes et leur communiquer l'enthousiasme qui renverse tous les obstacles !

Le léninisme était si peu un fruit mûr, une éclosion normale, une étape naturelle de l'évolution économique, que depuis sa victoire il n'a cessé d'hésiter sur la marche à suivre. Il a connu des tâtonnements, des reculs stratégiques, des abandons provisoires de la doctrine, des discussions entre les grands chefs. On sait les luttes qui ont éclaté entre Staline et Trotsky. Le premier voulait équiper d'abord la Russie, afin d'en faire le champion invincible de la Révolution dans le monde. En possession d'un pays qui égale le sixième de l'univers, d'une population qui est le dixième du globe, il veut tenter une formidable expérience : doter ce pays qui est en retard sur les autres d'un outillage perfectionné, afin d'y faire naître un prolétariat très puissant et de lancer celui-ci à la conquête du reste de l'univers, ou du moins de le faire servir à la Révolution universelle. Trotsky, au contraire, estimait qu'il fallait faire triompher d'abord le bolchévisme dans tout l'univers afin de pouvoir l'implanter à demeure en pays slave. C'est la thèse de Staline qui a prévalu et c'est de lui que procède le fameux plan quinquennal et les autres plans qui sont venus l'étoffer, notamment le plan de triomphe de l'athéisme dans l'univers, dont nous avons parlé il y a deux mois, à la suite des lumineuses études de Mgr d'Herbigny.

Mais si le léninisme a hésité sur la marche à suivre, il se regarde toujours comme le marxisme le plus authentique et le plus sûr. Il affiche une foi invincible en ses principes, en ses dogmes, en son avenir.

Résumer ces principes, c'est montrer d'une façon frappante la filiation du bolchévisme par rapport au capitalisme.

Quelle est en effet la « philosophie » sous-jacente à tout le système capitaliste pur, tel que M. Romier nous le montrait tout à l'heure ?

C'est que la religion a fini son temps, que la morale est un préjugé, que seule la poursuite du bonheur terrestre, à l'exclusion de tous les paradis illusoires, est la loi des temps nouveaux, que la science est la grande force de transformation des éléments pour la conquête de ce bonheur, que le machinisme doit arriver à mettre celui-ci à la portée de tous. Le laïcisme contemporain est tout simplement le triomphe de cette philosophie dans le domaine de la politique. L'école neutre et sans Dieu tend directement à former en série des citoyens qui n'ont d'autre foi que la foi bolchéviste : « la foi à la science, la confiance dans la technique, l'hymne au Progrès économique. » Tout cela constitue aussi bien le *Credo* de la Révolution slave que le *Credo* du laïcisme incroyant du petit bourgeois français. De là, ces affinités étranges que le radicalisme montre chez nous avec le socialisme. Opposés sur les questions de fait, socialisme et radicalisme coïncident par le fond des doctrines, et fraternisent dans la mystique aveugle du Progrès par la science seule, sans la foi religieuse.

Seulement, le bolchévisme pousse la logique plus loin que le matérialisme petit bourgeois. Tandis que notre radicalisme se borne à rester neutre sur le terrain religieux, estimant que cela suffit pour étouffer le ferment religieux dans les âmes, le bolchévisme se pose nettement en adversaire résolu. Il ne rêve pas seulement de détruire la religion, mais bien de la remplacer. Même dans sa fonction morale, il a la prétention de faire aussi bien et mieux qu'elle.

« Tout l'effort vers l'objectif révolutionnaire reçoit, dès lors, un caractère sacré. Le Progrès

[1] Staline, *Le Léninisme théorique et pratique*, p. 251.

dans l'association communiste fait figure de divinité. Le tracteur, le haut fourneau, la dynamo sont des objets de culte. On ne les admire pas seulement pour leur rendement matériel, on les vénère pour la vertu quasi miraculeuse qu'ils auraient de purifier les esprits et d'unifier les âmes. Rappelons-nous, comme un indice significatif, ce titre d'un film soviétique : *Le Chemin de la Vie*. On y montre une bande d'enfants abandonnés et vicieux, dont la régénération s'opère par la merveille d'une cure laborieuse, par la seule grâce laïque de la technique. »

Et voilà comment le bolchévisme est devenu une religion à rebours.

« Un système strictement social, a écrit Berdiaeff, aurait pu rester neutre sur le terrain religieux : le communisme, au contraire, pareil en cela aux autres religions, porte en lui une éthique intégrale ; il veut résoudre les questions fondamentales que la vie pose, il a ses dogmes, il répand ses catéchismes, il possède même les embryons du culte. Enfin, c'est aux âmes qu'il s'adresse, pour y soulever l'enthousiasme et le goût du sacrifice. Contrairement à la plupart des partis politiques, il exige de ses membres une adhésion qui engage l'ensemble de leur conception du monde. Ce sont les énergies religieuses de l'âme qui sont mises par lui au service d'une idéologie athée [1]. »

Il y a donc dans le bolchévisme une opposition non seulement latente, mais déclarée, à l'égard du christianisme, et cette opposition, qui est de nature religieuse, va jusqu'à la réprobation, jusqu'à l'horreur. On comprend dès lors ce mot de Lénine à Maxime Gorki, rappelé par la revue *Europe* (fév. 1933) : « Toute idée de Dieu, le seul fait d'être en coquetterie avec une idée de cette sorte constitue une inexprimable infamie, l'infection la plus dangereuse et la plus abjecte. »

Nous avons peine à concevoir une haine poussée à ce degré d'obsession ! Cet athéisme furieux fait partie du système. Il semble que la seule croyance en Dieu menace de caducité toute la foi bolchéviste. Et en effet, si l'homme garde en soi l'idée de l'Infini, comment voulez-vous qu'il croie encore aux pauvres réalisations du « paradis du Progrès » ? Mais si vous supprimez l'idée de Dieu, si vous exorcisez cette image qui hante l'humanité d'un Infini de bonheur qui lui est réservé dans le sein du « Père » qui est aux cieux, alors il ne reste plus d'autre espérance que le rêve bolchéviste : « Là-bas, plus loin, demain, le Paradis terrestre attend le cortège de l'humanité. L'homme en prendra possession collective, tandis que Dieu en sera proscrit. Et afin d'éviter son retour, on placera pour garder la porte, non plus certes l'Archange de la Bible, mais le Génie du Progrès, avec consigne de n'admettre que les porteurs de la faucille et du marteau. En attendant, les avenues qui montent vers les bienheureux lendemains sont garnies de la fleur d'espérance. Les voyageurs en respirent le parfum violent dans une lourde atmosphère. Et les fruits promis pour plus tard pourront avoir un goût de cendre. »

Il faut bien reconnaître que si Dieu n'est pas, ou si les espérances que nous donne la foi chrétienne sont vaines, la foi bolchéviste est la seule raisonnable. S'il n'y a pas de ciel, il ne reste plus qu'à aménager cette terre le moins mal possible Et si le capitalisme a échoué dans l'œuvre de cet aménagement, il faut le contraindre à démissionner, se substituer à lui, lui emprunter sa technique, son outillage, et grâce au machinisme, qui est le fruit du Progrès, arriver à donner à l'homme, à tout homme, le maximum de bien-être que la Science peut réaliser.

V

Il y a dans le monde bourgeois des esprits qui n'hésitent pas devant cette conclusion logique. Le bolchévisme fait ainsi, de temps à autre, des recrues même dans le monde intellectuel occidental.

L'une des plus importantes de ces recrues, dans les derniers mois de 1932, a été M. André Gide. Cela n'est pas fait pour nous surprendre, encore moins pour nous scandaliser.

Dans M. André Gide, il y a l'écrivain, qui recherche une forme élégante, nette, pure, presque classique ; il y a le penseur, qui aime le singulier, le fuyant, le bizarre, l'inédit ; et il y a enfin l'homme privé, qui étale volontiers dans ses propres livres des passions anormales, exceptionnelles et honteuses.

André Gide est né à Paris en 1869 ; c'est donc maintenant un vieillard ou presque. Il a subi des influences originelles protestantes ou bibliques, mais s'est dégagé de bonne heure de toute discipline religieuse. Il a commencé à écrire dès l'âge de 22 ans ; on cite comme son chef-d'œuvre la parabole intitulée : *Le Retour de l'Enfant prodigue*, qui est de 1909. Il introduisait ses lecteurs dans le mystère de ses propres passions par une sorte d'autobiographie intitulée : *Si le grain ne meurt* (1921). Il est donc obsédé par des images bibliques, mais il a subi l'influence délétère de maîtres antichrétiens tels que Wilde, Nietzsche, Dostoïewsky. Il a toujours été une sorte d'anarchiste littéraire. Il prêche ce qu'il nomme la libération intellectuelle, c'est-à-dire le nihilisme doctrinal ; il glorifie le désir dans ce qu'il a de plus sensuel et de plus trouble, il se complaît cyniquement dans l'anormalité! Son influence sur le mouvement littéraire contemporain est malheureusement indéniable et puissante.

« Tout connaître, tout expérimenter, » telle est sa leçon dominante. Il a proclamé sans ambages son admiration pour le bolchévisme : « Je voudrais crier très haut, dit-il, ma sympathie pour l'U. R. S. S. et que mon cri soit entendu, ait de l'importance. Je voudrais vivre assez pour voir la réussite de cet immense effort : son succès que je

[1] Berdiaeff, *Vérité et Mensonge du Communisme*, dans la revue *Esprit* d'octobre 1932.

souhaite de tout mon cœur, auquel je voudrais pouvoir travailler. Voir ce que peut donner un Etat sans religion, une société sans cloisons. La religion et la famille sont les deux pires ennemis du progrès [1]. »

Voilà une déclaration d'amour bien en règle et qui porte avec elle sa propre justification, son explication tout au moins. Un homme qui considère la religion et la famille comme les deux pires ennemis du progrès est évidemment prédestiné à sympathiser avec cette monstruosité qui se nomme le bolchévisme. M. André Gide ne se contredit pas : il a toujours préféré l'anormal dans tous les domaines et à tous les points de vue. Il a étalé avec un cynisme qu'il prenait sans doute pour de la franchise, les passions les plus étrangères, non seulement à la morale traditionnelle, mais à la bonne santé la plus commune ; il était logique qu'il manifestât un penchant décidé pour l'expérience que constitue à ses yeux le bolchévisme. Il le fait d'autant plus volontiers qu'il habite en dehors des atteintes de celui-ci, qu'il jouit à la fois des facilités du régime capitaliste et de la liberté de maudire ce régime. Dans le même article où il atteste son affection pour les Soviets, il montre son scepticisme habituel. Mais il le montre à sa façon qui est dogmatique et intransigeante. Il a le scepticisme agressif comme d'autres l'ont indulgent ou indifférent. Ayant rencontré une phrase écrite par un religieux, ainsi conçue : « Il existe des principes immuables, sur lesquels le doute n'est pas permis, » il s'indigne, comme s'il ne voyait pas qu'en s'indignant il prouve la vérité de la proposition incriminée. Il y a en effet au moins un principe qui, à son sens, est immuable et sur lequel aucun doute ne lui semble permis, à savoir, qu'il n'existe aucun principe de ce genre. M. André Gide a oublié la réplique traditionnelle que l'on fait au scepticisme : « Si rien n'est certain, il y a au moins ceci de certain, que rien n'est certain. De toute manière, il y a donc quelque chose de certain. » M. Gide a horreur du dogmatisme ; mais il ne dédaigne pas de s'exprimer avec plus d'outrance que le plus acharné des dogmatiques, quand il écrit, au sujet de la phrase citée, qu'il ne connaît rien « de plus creux, de plus bêtement sonore. » Mais s'il parle ainsi des principes émis par un religieux, par quel prodige trouve-t-il excellentes et tout à fait sympathiques les proclamations soviétiques, qui ne brillent point par l'élasticité antidogmatique ?

Mais à quoi bon nous attarder à une démonstration superflue ? Il est clair, pensons-nous, pour tout homme sincère que les raisons pour lesquelles M. Gide se sent en sympathie avec le soviétisme ne sont pas de celles que la raison connaît ou comprend. Ce qu'il aime dans le soviétisme, c'est le chambardement des antiques disciplines, c'est la Révolution, ce n'est nullement le nouveau dogmatisme, ou la nouvelle religion que l'on prétend substituer à l'ancienne. Mis en présence des dogmes matérialistes, il y a gros à parier que M. André Gide évoluera encore et que ses sympathies changeront encore d'adresse.

Son cas est du reste assez rare. Ce qui est beaucoup moins rare, c'est l'exaspération contre le régime capitaliste, c'est l'appel à la révolution, c'est une certaine sympathie pour le communisme, mitigée par des aspirations vers autre chose que le communisme.

Le P. du Passage analyse quelques-unes de ces tendances, en se bornant à la France. Il nous parle de Revues d'avant-garde, où écrivent même des catholiques et où l'esprit révolutionnaire se manifeste comme une forme de l'instabilité actuelle.

La revue *Europe* « mêle à son anticléricalisme des notes nettement révolutionnaires, signées spécialement par son directeur, M. Jean Ghéhenno. »

La *Nouvelle Revue française* a fait bien voir ce qu'elle était en accueillant les *Pages de Journal* que nous venons de signaler de M. André Gide. L'Association des Ecrivains révolutionnaires défend tous les points de vue et toutes les thèses des Soviets. Enfin, l'équipe de la jeune revue *Esprit*, où se trouvent plusieurs catholiques, ne ménage pas la civilisation actuelle et cherche, comme son nom l'indique et le veut, à promouvoir une « Révolution spirituelle » qui n'arrive pas à se préciser elle-même.

La *Nouvelle Revue française* a organisé, il y a quelque temps, une sorte de confrontation de ces points de vue, qui ont en commun la haine du régime actuel et le désir d'un bouleversement général, en vue d'une refonte totale de la société. Onze témoins ont été cités. Ils ne parlaient pas tous le même langage et ne se référaient pas tous à la même doctrine. Plusieurs ont même protesté contre le voisinage que la Revue leur avait fait subir et qui pouvait passer pour un accord qui n'était point dans leur pensée. Il reste que ces jeunes écrivains ont tous une commune attitude envers les institutions actuelles : tout les heurte, tout les froisse, les blesse. Les contradictions du monde leur semblent dépasser toutes les limites de l'absurde. Ils dénoncent avec force, avec indignation, avec douleur et honte, le spectacle étrange d'une production surabondante qui aboutit à une misère aggravée, de richesses volontairement détruites sur plusieurs points du globe, pendant que l'on meurt de faim sur d'autres points. « Le capitalisme, disent-ils, a tout soumis au domaine de l'argent, à la tyrannie du gain, aux rudesses malhonnêtes de la concurrence. Le chômage, la vie chère, les crises s'installent en permanence à l'intérieur des frontières, et ces mêmes frontières se hérissent de tarifs prohibitifs dictés par des nationalismes imbéciles et jaloux, malgré le fait avéré d'une interdépendance croissante entre les divers Etats de la terre. Partout, compétitions d'intérêts, irrespirables atmosphères, menaces de conflits pour demain, après le souvenir des hostilités d'hier. Les vraies valeurs sont méconnues au profit des con-

[1] André Gide, *Pages de journal*, dans *Nouvelle Revue Française*, 1er sept. 1932.

ventions surannées, la liberté est un mot ironique et la justice une chimère. »

Tel est le réquisitoire. Il est devenu banal. Le communisme s'y attache et souvent s'y absorbe. Ce qui distingue beaucoup de nos jeunes révolutionnaires des communistes, c'est qu'ils parlent un autre langage que ces derniers, dès qu'ils essaient, timidement du reste et en termes bien généraux, d'aborder le plan de reconstruction. Alors que le communisme, qui se croit révolutionnaire au delà de toute expression, conserve au fond l'idéologie, si pauvre et si vide, du scientisme, alors qu'il se confine dans le matérialisme qui a fait la ruine du capitalisme, et se borne à le pousser à ses conséquences les plus extrêmes ; un grand nombre de nos jeunes parlent d'un retour à l'esprit et aux valeurs spirituelles. Ce serait fort bien s'ils étaient d'accord sur le sens de ces expressions et la nature des aspirations très nobles qu'elles traduisent.

Ecoutons-les nous dire ce qu'ils veulent. M. Em. Mounier donnait, dans l'*Esprit* du 1er décembre 1932, le *Programme pour 1933* et il disait :

« Aucun de nous ne confond l'esprit avec la simple ardeur du tempérament ou les fabrications de la pensée. Pour nous tous, il est un absolu, une réalité vivante. Mais elle se révèle diversement à chacun. Celui-ci le reconnaît dans l'appel du héros, ou bien dans une pureté anonyme, une générosité infaillible qu'il sent en lui plus grande que lui, ou encore dans la justice qui monte du cœur du peuple. Beaucoup d'autres voient la source et le but de toute vie spirituelle dans un Dieu personnel. A leurs côtés, nous sommes un certain nombre à confesser le Christ et à trouver en Lui le sens même et la force de notre rassemblement. »

Et quelle figure ces jeunes, qui ne manquent ni d'ardeur ni d'audace, donnent-ils à leur Révolution future ? Ils répudient *l'individualisme* qui fut à la base du capitalisme et qui leur paraît décisivement condamné par les faits. Ils ne répudient pas moins le *collectivisme*, qui, au nom d'un matérialisme oppresseur, prétend étouffer toute personnalité dans l'asservissement à l'Etat prolétarien. Ils préconisent le *personnalisme*, et voici ce qu'ils entendent par là : pour eux, la personne se définit par la faculté de déployer librement et généreusement son activité au service commun, par le don de soi, par l'harmonieuse et souple adaptation à la vie collective.

Il semble que ces écrivains espèrent réconcilier, dans une synthèse pour eux inédite, les aspirations contraires des hommes de la révolution et des hommes de la tradition. A ceux-ci, ils offrent la perspective d'une rénovation de l'esprit et du respect de la personnalité individuelle. A ceux-là, ils concèdent la condamnation sévère de la société actuelle, le besoin d'une révolution, la soumission volontaire à une vie collective.

Ce faisant, ils encourent les critiques des uns et des autres.

S'ils espéraient adoucir le monstre de la Révolution en lui donnant raison sur quelques points essentiels, et en lui jetant en pâture les institutions régnantes, ils doivent constater qu'ils se sont étrangement trompés.

Le communisme veut la Révolution ; mais il ne faut pas croire que n'importe quelle Révolution peut lui plaire. Il ne comprend qu'une Révolution matérialiste. S'il déclare une guerre à mort au capitalisme bourgeois, ce n'est pas qu'il ait un autre idéal que lui, c'est qu'il juge que cet idéal, — la jouissance matérielle, sans frein ni règle, pour tous, — n'a aucune chance de réalisation dans le système capitaliste. Ce dernier n'a donné le paradis qu'à quelques-uns ; la Révolution prolétarienne le donnera à tous ! C'est la seule différence ; la notion même du paradis à atteindre reste inchangée. Encore une fois, la philosophie bolchéviste coïncide dans toute son étendue avec la philosophie du radicalisme incroyant et matérialiste.

Lors donc que nos jeunes révolutionnaires parlent d'une Révolution spirituelle, ils n'éveillent chez les communistes que défiance et colère. Une Révolution spirituelle est justement ce que le communisme redoute par-dessus tout. Aussi les publicistes communistes accablent-ils les révolutionnaires de l'*Esprit*, de l'*Ordre nouveau* ou de *Plans*, de leur dédain, sans prendre en considération le moins du monde leurs invectives contre la société capitaliste.

Un certain Paul Nizan, jeune agrégé de philosophie et ancien membre, paraît-il, de l'Action française, s'est chargé de l'exécution de ces prétendus révolutionnaires dans la Revue *Europe*.

« Il faut enfin nous demander, écrit-il, pourquoi cette dénonciation du monde bourgeois et du capitalisme n'entraîne pas ces intellectuels du côté de la Révolution prolétarienne. Ils ont des arguments et des motifs. Le marxisme a droit à leur politesse. Il les a « peut-être sauvés de l'éloquence et de l'indifférence, » mais ils attaquent ensuite et cette attaque est tellement artificielle qu'on se demande s'ils sont conduits par la mauvaise foi ou égarés par une ignorance qu'égale seule celle des professeurs d'économie sociale [1]. »

Une chose que M. Nizan ne pardonne pas aux intellectuels qu'il critique, c'est la prétention de conserver leur indépendance personnelle en face de la Révolution et de s'y attribuer à eux-mêmes un rôle de direction. Il ne peut pas admettre qu'ils osent réclamer les droits de l'esprit, revendiquer la dignité de la personne humaine. Tout cela sent, à son gré, le « fascisme » à plein nez !

Et comme si les bolchévistes n'étaient pas eux-mêmes imbus de l'idéologie bourgeoise, ainsi que nous l'avons montré, M. Nizan regarde les aspirations de cette jeunesse lettrée comme les cahiers de la bourgeoisie impénitente. Il n'a pas assez de mépris pour eux :

« Par mille confusions, écrit-il, dans un désordre assez enfantin de pensées, on voit se dessi-

[1] *Europe*, 15 janvier 1933, *Sur un certain Front unique*.

ner les lignes de force d'une doctrine: la nouvelle Révolution sera « personnaliste. » Nous retrouvons cette vieille femme des carrefours qui a traîné dans tous les coins : l'âme. Il s'agit d'une Révolution qui dressera en face du collectivisme et du capitalisme foncièrement identiques « les exigences fondamentales de l'homme, » qui permettra le « libre développement de l'affirmation personnelle. » Ils veulent vivre richement, ces hommes aux grandes âmes. Le capitalisme déclinant ne leur donne que de l'ennui et une perpétuelle vacance. Tant de beaux dons qu'ils n'emploient pas, de pouvoirs dont ils n'ont pas l'emploi. L'esprit revendique le pouvoir, il veut des certitudes, il est las de la vie « médiocre, » il espère les aventures de l' « action. »

•

Tel est le ton de M. Nizan. Et il nous révèle la place qui restera aux intellectuels dans la révolution marxiste. La seule mission laissée aux « philosophes, » c'est-à-dire à toute la gent intellectuelle, est tout simplement d'aider la révolution prolétarienne, de l'expliquer, de la commenter, de la rendre sympathique, de lui donner tout le prestige qui lui est nécessaire aux yeux mêmes des intéressés. La masse désire quelque chose ; mais elle ne sait pas toujours bien ce qu'elle désire. Il faut lui arracher toutes les illusions religieuses, la délivrer de tous les scrupules moraux, lui révéler le seul but de la vie, qui est la jouissance matérielle par la technique scientifique mise au service de tous. L'instinct, la poussée, la passion de la masse vers cet idéal que la bourgeoisie incrédule a formé à son usage, voilà la vérité, toute la vérité! La pensée ne peut que s'intégrer dans ce mouvement; elle ne doit que se mettre au service de cette intuition élémentaire et puissante.

« Il n'est pas question, écrit M. Nizan, de faire quelque chose pour les ouvriers. Mais avec eux. Mais à leur service. D'être une voix parmi leurs voix. Et non la voix de l'Esprit. Il est question d'être utile. Et non de faire l'apôtre [1]. »

Le philosophe futur ne se placera pas au dessus des autres hommes pour les guider ou les instruire. Il se plongera dans la masse humaine, qui seule possède la lumière et l'infaillibilité. Il se bornera au rôle d'interprète. « Lié aux revendications triviales des hommes vivants, il ne saurait être que le technicien de ces demandes, il ne saurait avoir désormais pour fonction que d'exprimer les volontés à demi-obscures, les révoltes obscurément éveillées dans les hommes [2]. »

Il n'en résulte pas que la Révolution n'ait besoin d'aucun meneur. A côté des philosophes, il y aura toujours les « hommes d'action, » qui constitueront l'Etat-major de la Révolution. Mais ils ne peuvent tolérer aucune indépendance chez les intellectuels.

Avec cette manière de voir, il n'y a aucune chance que les partisans de la « Révolution spirituelle » rallient les communistes, même si leur critique acerbe de la société capitaliste apporte aux milieux communistes une certaine joie et un secours incontestable.

Et voici que du côté opposé, ces mêmes théoriciens sont l'objet de critiques trop justifiées. Nous leur reprochons, nous, un manque de clarté qui n'est que trop évident et trop fâcheux. Une Révolution ne se fait pas sans un objectif nettement défini. Le communisme a un but : *le paradis bourgeois pour tous !* Nos Révolutionnaires de l'Esprit savent bien ce qu'ils ne veulent pas ; on peut se demander s'ils savent bien ce qu'ils veulent. Ils sont des iconoclastes; mais leur zèle se borne à détruire. Connaissent-ils une *via media,* un moyen terme entre le système capitaliste et le système collectiviste ? S'ils réprouvent à la fois l'un et l'autre, que nous proposent-ils à la place de l'un et de l'autre ? Il est bien facile de détruire, mais il faut reconstruire et cela ne s'improvise pas. Comme disait l'autre : « Bien taillé ! Il faut recoudre ! » Et c'est pourquoi nous croyons justes les remarques de Garric à ce sujet, dans la *Revue des Jeunes* (15 fév. 1933) :

« Je veux dire que tous ces appels à la révolte et au refus semblent faire lever avec eux une atmosphère de désarroi et de cataclysme. On n'envoie un tel S. O. S. au monde que si tout semble actuellement déshonoré et perdu. Corrompu, oui, mais non essentiellement perdu. Ce pessimisme me paraît théorique et excessif. En outre, s'il mordait sur les âmes de notre temps. — et d'ailleurs j'en doute, — il les acclimaterait à une atmosphère désolée; je ne dis pas que les mots attireraient l'événement et provoqueraient la révolution, car les faits sont plus durs et plus résistants que les mots, mais ils nous feraient croire qu'en dehors de la révolution il n'y a pas de salut, pas d'effort valable, ce qui est à la fois arbitraire et stérilisant. »

Il est temps de conclure.

Le capitalisme est en pleine disgrâce : c'est le mot de Lucien Romier et il est juste. Sa faute, sa très grande faute a été de méconnaître les valeurs spirituelles. Il a enfanté le matérialisme. A l'Evangile de Jésus-Christ, qui est un Evangile du sacrifice, il a substitué un Evangile de la jouissance. Il a tenté de maintenir cet Evangile, dont il voyait clairement qu'il n'était pas réalisable pour tous, dans le cercle restreint de l'élite incrédule. Il disait bien haut, au début, qu'il faut de la religion « pour le peuple ». Mais cette distinction même a été peu à peu impossible à conserver. L'instinct de jouissance est d'autant plus fort que l'on descend plus bas dans la foule humaine. Le peuple a voulu sa part ; après avoir détruit le ciel et l'enfer, il a fallu promettre à la masse un Paradis. Elle attend, impatiente et hargneuse, que la promesse soit tenue. Les hommes d'Etat, à chaque élection, à chaque changement de ministère, à chaque proclamation devant le public, ont entretenu les espérances qui avaient été données. Le système déborde maintenant leurs capacités. Ils se mesurent à des problèmes insolubles et qu'ils savent tels. Ils se donnent des mines de se remuer, de s'agiter, de palabrer, de négocier, de discuter, comme si les

[1] Nizan, *Les Chiens de garde*, p. 255.
[2] *Ibid.*, p. 236.

solutions étaient là, toutes prêtes à sortir de la coulisse pour entrer enfin dans le domaine de l'application, comme si tout allait se rétablir magiquement. Mais rien ne vient. Le bolchévisme n'est pas plus sorcier que le capitalisme. Il n'a jusqu'ici à son actif qu'un mérite, de nature douteuse : celui d'avoir réduit à la famine, à plusieurs reprises, un pays qui était jusqu'ici l'un des greniers à blé du monde. Les performances industrielles des Soviets tombent d'autant plus mal qu'il y a surproduction dans tout l'univers. Le machinisme a dépassé son point-limite. Il s'agit donc de faire machine en arrière, — c'est le cas de le dire, — de revenir à une manière de vivre moins tourmentée, moins impatiente de jouissance immédiate et de profits rapides, de s'imposer une discipline morale, qui ne peut être qu'une discipline spirituelle. Il ne faut pas s'imaginer que cette immense réadaptation, ce changement de rythme, ce rajustement de l'humanité, puisse se faire en un jour. Ni réaction ni révolution n'y peuvent rien. Ceux qui parlent constamment d'une Révolution, même s'il s'agit d'une Révolution spirituelle, mais qui commencerait par détruire les institutions existantes, donnent dans le mirage bolchéviste, qui consiste à attribuer à la Révolution comme telle une vertu de redressement qu'elle ne possède nullement. C'est la perte de l'Evangile qui a été la cause fondamentale de tous les malheurs de l'humanité ; c'est le retour aux lois de l'Evangile qui marquera la remontée de l'humanité vers la bonne santé économique. La haine ne construira rien de durable. Le salut tient en ces deux mots qui résument la politique sociale du Christ et de l'Eglise : *Charité et Justice*. Nous sommes bien loin, certes, d'un tel idéal. Mais l'exemple de pays qui ont été plus bas que le nôtre et qui se sont redressés ou sont entrés dans la voie du redressement, est bien fait pour nous donner de l'espoir.

VI

C'est dans le sens de la conclusion que nous venons d'esquisser que nous tenons à citer, en terminant cette Causerie, quelques réflexions très opportunes du cardinal Minoretti, archevêque de Gênes, dans un récent nº de l'*Illustration Vaticane* (16-30 avril).

« Quel est l'état actuel de la société ? » se demande l'éminent prélat. Les nations souffrent d'une crise de l'Autorité. Plusieurs d'entre elles ont cherché à la restaurer par l'appel à la dictature. Mais comme si le juste milieu était impossible à la nature humaine, ces restaurations certainement bienfaisantes jusqu'à un certain point, font parfois craindre un péril pour les droits de l'individu, de la famille et de l'Eglise. On pourrait citer telle nation où l'organisation de la famille, de la propriété et de la religion a été opprimée et même supprimée.

Que pouvait-il y avoir de plus opportun, en face de ces désordres, que de rappeler au monde la dignité de l'homme, la sainteté des institutions familiales et religieuses ? Le Jubilé du XIXe Centenaire de la Rédemption se présente à l'heure où la société a le plus besoin d'en comprendre les leçons.

Les hommes n'ont qu'un Sauveur. Il n'y a pas d'autre nom par lequel nous puissions être rachetés que celui de Jésus-Christ. C'est dans la valeur de son sang que se fonde la valeur de l'âme humaine. Les hommes d'Etat eux-mêmes sont des hommes rachetés par Jésus-Christ. Ils ne pourront faire accepter et bénir leur autorité que s'ils savent la fonder sur Jésus-Christ. En dehors de lui, ils ne disposent que de la force, qui ne fonde qu'en excitant la haine et la révolte. L'idée même de Rédemption contient toute une philosophie, à savoir que l'homme dépend de Dieu, que Dieu exerce sa justice envers lui, que cette justice doit être apaisée, que Dieu bénit les peuples fidèles à sa loi et qu'il châtie ceux qui manquent à leur vocation « en foulant aux pieds les droits divins, » qu'enfin, si les peuples ne sont pas détruits, s'ils ne peuvent pas disparaître, il n'en est pas de même des nations.

Mais les nations n'ont pas que leur vie propre, leur politique intérieure, où l'abandon de la loi chrétienne a pour conséquence inévitable un abaissement de moralité et de stabilité ; elles ont aussi une vie extérieure, elles ont des rapports entre elles. Il y a actuellement des problèmes de vie internationale qui ne sont pas moins angoissants que les problèmes de la vie nationale.

Que désire le monde ? La paix !

L'Eglise catholique loue hautement tous les efforts qui s'accomplissent vers l'entente, vers la pacification, vers la collaboration des nations entre elles. Nous sommes encore bien loin de la perfection sous ce rapport. Là, comme dans la politique intérieure des divers Etats, le matérialisme trompe les esprits. Il est vain de songer au désarmement matériel si l'on ne désarme pas les cœurs.

« Pour être complète, écrit le cardinal, la croisade ne doit pas se borner à la limitation des armements, il lui faut désarmer moralement les Etats qui sont des centres d'infection pour les autres peuples, en répandant et en défendant les idées opposées à l'ordre. La doctrine de non intervention est une négation de la parenté humaine et de l'interférence des nations dans tous les domaines, mais surtout dans celui de la morale et de la religion, elle a déjà produit des effets si rebutants, que les meilleurs l'ont abandonnée.

Dans l'ensemble de l'humanité, les nations sont comme les individus ; et de même que les individus ne peuvent vivre isolés en dehors de leur nation, les nations ne peuvent demeurer étrangères les unes aux autres. Tout cela ne va pas à l'encontre de l'indépendance de chaque nation, mais la garantit contre la force et l'audace d'un Etat plus puissant. »

Or, cette idée de l'humanité formant une immense famille, cette idée est essentiellement chrétienne. Le Jubilé nous rappelle l'amour infini de

Dieu et sa miséricorde pour tous les hommes. La Croix nous prêche la fraternité universelle ; elle nous prêche cet amour même en face de la haine de celui que nous aimons, même en face de l'ingratitude certaine ou déjà démontrée.

L'état d'esprit créé par la pensée de la Rédemption et la foi au Christ-Sauveur est sûrement le plus favorable au rapprochement des peuples comme à l'union des individus.

Mais à la crise de l'autorité dans l'intérieur de chaque Etat, — à la crise internationale, qui oppose les Etats les uns aux autres dans la revendication de droits souvent incompatibles entre eux, — se joint (tout cet article en témoigne) une crise économique encore plus générale et au fond plus redoutable que tout le reste. Cette crise, nous l'avons longuement décrite. Le cardinal Minoretti la caractérise à son tour :

« Quelle en est la cause ? écrit-il. Les uns la trouvent dans la surproduction, conséquence du machinisme. D'autres dans l'instabilité du crédit, qui ôte toute confiance et détourne des placements de capitaux dans les entreprises. D'autres dans la dépréciation de l'argent lui-même, conséquence du crédit. D'autres encore dans les douanes qui mettent obstacle à l'écoulement des produits. Rassemblons toutes ces causes et d'autres encore. Nous dirons plus justement que la crise est due au renversement de l'ordre économique qui, s'il suit des lois fatales, dépend pourtant quelque peu de la volonté de l'homme. »

Il y a eu des fautes morales : la recherche trop avide du gain immédiat, l'excès d'individualisme se désintéressant des conséquences sociales de l'industrialisme exagéré.

On remarquera que pas un instant nous ne songeons à condamner le progrès lui-même : ce serait de l'enfantillage et une réelle injustice, et d'ailleurs le progrès technique est fils de la science et la science est fille de Dieu, comme la foi. Ce que nous condamnons sans réserve, c'est l'opposition artificielle créée par certains entre la foi et la science, c'est la prétention de la science ou plus exactement de certains de ceux qui se figuraient la représenter, de remplacer la religion et de lui donner son congé définitif. Telle fut l'origine de tous nos maux actuels. Le bolchévisme a là sa source profonde Le premier pas vers la guérison de la société consistera à remettre la loi de Dieu à sa place, à estimer les services de la science à leur juste valeur, — ils sont déjà assez grands, sans qu'on ait besoin de les surfaire, comme on l'a fait, presque à l'infini.

Ecoutons encore l'Eminence génoise :

« Nous applaudissons tous aux œuvres entreprises et poursuivies en vue de lutter contre la crise : assistance publique, assainissement des marécages, constructions, organisation financière d'industries qui auront ainsi un meilleur rendement et beaucoup d'autres que nous voyons se réaliser, du moins chez nous, en Italie. Mais il faut ici encore de l'entente et le désarmement des esprits. Or, c'est justement à ce désarmement que l'Année sainte de la Rédemption nous conduit en nous modérant dans la recherche déréglée de ceux de nos intérêts qui vont à l'encontre du bien commun, en unissant les nations, en leur faisant reconnaître que la Providence a doté chacune d'elles de produits particuliers pour les inviter toutes à s'unir pour l'échange de ces produits. »

Il n'est pas du tout sans intérêt que les nations soient unies dans la même pensée de pieuse commémoraison, que les esprits éprouvent la beauté et la force du lien qui les rapproche dans la charité du Christ, que l'atmosphère générale soit purifiée par le souvenir ému de l'amour infini qui embrassa tous les hommes.

LITURGIE

Q. — L'*Ami* a naguère fait allusion (1924, p. 104 ; Tables IV[e] série, p. 262) au pouvoir qu'ont les laïques, en l'absence de tout prêtre et de tout clerc, de porter le saint Viatique, en cas de danger de mort. Comme le cas n'a rien de chimérique en pays de mission parce que le missionnaire est à visiter des stations secondaires à 20, 30 km., j'aimerais voir l'*Ami* revenir sur la question pour dire en particulier :

1° Quels sont les principes qui la commandent ?

2° Si, *in casu*, un frère, un catéchiste, un simple chrétien doivent être préférés, parce que de sexe masculin, à une religieuse ?

3° Quelles sont les règles pratiques à observer en pareil cas ?

R. — Ad I. A la suite de S. Alphonse [1], de Cajetan, de Suarez et de plusieurs autres, presque tous les auteurs modernes [2] tiennent pour probable l'opinion d'après laquelle, à défaut de prêtre et de diacre, les clercs inférieurs et même les laïques ont, au moins théoriquement, le pouvoir de porter le s. Viatique à un moribond plutôt que de l'exposer à mourir sans la communion *in extremis*, surtout si d'autre part le mourant n'a pu recevoir les sacrements de Pénitence et d'Extrême-Onction [3]. La raison en est que le précepte du Viatique est *de jure divino*, tandis que les modalités qui règlent l'administration eucharistique sont seulement *de jure ecclesiastico* [4].

Pratiquement toutefois, comme le fait demeure insolite et que par suite il peut être pour les fidèles une occasion d'étonnement, voire de scandale, comme d'autre part la réception du Viatique, bien que d'obligation divine, n'est pas, en soi, de nécessité de salut, les auteurs précités estiment qu'il y a lieu de se montrer très prudent dans l'application du principe, et rappellent que dans tous les cas il

[1] *Theol. moral.*, lib. VI, c. II, n. 237.

[2] V. *g.* Cappello, *Tract. canonico moralis de Sacramentis*, vol. I, n. 334; Prümmer, *Manuale Theol. moralis*, t. III, n. 217 ; Hervé, *Manuale theol. dogm.*, vol. IV, n. 267 ; etc.

[3] Le laïque qui usurperait ce droit hors le cas d'extrême nécessité, outre qu'il pécherait gravement, contracterait une irrégularité pour exercice d'un Ordre non reçu. — Cf. can. 985, 7° ; Cappello, *op. cit.*, n. 336 et 334 ; Gasparri, *De SSma Eucharistia*, n. 1080 ; *De Ordine*, n. 334 ; Hervé, *loc. cit.*

[4] Cf. *Ami* 1922, p. 447.